



Discours de Jose Maria GIL-ROBLES
Comité Directeur
1^{er} juillet 2005

« Je tiens tout d'abord à féliciter tout le Mouvement Européen-France pour le travail qu'il a fait pour le référendum. Je l'avais déjà fait dans les premières déclarations le lendemain même du vote.

Excusez moi, mais je vous vois très pessimistes et je ne pense qu'il soit juste d'être aussi pessimiste. Vous avez réussi dans des circonstances difficiles à avoir 45% des Français qui ont voté « pour ». C'est-à-dire 10% seulement de différence avec ceux qui ont voté contre. Je ne dis pas que l'on doit se réjouir face à tel résultat, mais ce n'est évidemment pas une raison pour abandonner définitivement. Ce résultat a été obtenu grâce à un travail très important. Depuis longtemps on se plaignait que l'on ne débattait jamais des questions européennes ; et bien on les a débattues ! Le résultat n'est pas celui que nous voulions mais au moins l'Europe a été présentée partout et a été débattue partout.

Deuxièmement, ce débat va continuer. Evidemment il faut être préparé, et pas seulement les Français mais tous les Européens parce que le débat s'est « fait » européen. Ce débat ne va pas s'arrêter parce qu'il a posé des questions fondamentales pour l'Europe. Il a mis en avant quelque chose que je considère essentiel : cette crise européenne est une crise de solidarité et l'Europe ne se fait pas sans solidarité. Evidemment, ce que l'on a vu, c'est le triomphe du principe de chacun pour soi, du principe thatcheriste « I want my money back » sur le principe de solidarité qui avait contribué à faire l'Europe.

Donc, le Mouvement Européen-France et le Mouvement Européen International ont maintenant un devoir de dire « l'Europe n'est pas possible si on n'a pas en tête le sens de la solidarité, le sens que tous les Européens sont responsables les uns des autres ». Nous devons trouver les moyens pour expliquer cela. Si l'on continue dans la même direction, on entrera dans des crises tout à fait prévisibles. Et quand je vous dis prévisibles, je peux dire que je les avais moi-même annoncées. Il y a un certain temps j'avais dit concrètement à Vienne en 1998, « on ne peut pas faire plus d'Europe avec moins d'argent. Il n'est guère possible de renforcer l'Union européenne en amputant son budget, pas plus que de poursuivre les politiques communautaires actuelles en « rognant » incessamment sur celui-ci ». Cela a été dit et écrit dans mon livre « Passion d'Europe ». J'avais un an auparavant au Conseil du Luxembourg dessiné quelques lignes que je vais rappeler :

- Premièrement, il n'est pas sage de saper les principes de solidarité et de la cohésion économique et sociale au sein de l'Union. On n'ira pas de l'avant si on sape ces principes et ma préoccupation quand j'entends les propositions BLAIR c'est quelles sont très attirantes, on parle beaucoup de futur mais ces principes là je ne les vois pas.

- Deuxièmement, il ne faut pas déshabiller Pierre pour habiller Paul et cela est applicable à l'élargissement ainsi qu'à la PAC, et à la politique de la recherche. Je me rappelle que cette phrase là a eu une réplique extrêmement forte du Chancelier KOHL soutenue énergiquement par le Président CHIRAC au sein du Conseil du Luxembourg, mais qui'elle a été applaudie par les Chefs de Gouvernement de plusieurs petits pays. C'est très rare qu'un Président du Parlement européen dans ses remarques liminaires soit applaudi. Les petits Etats à ce moment là avaient applaudi parce qu'ils ont plus le sens de la solidarité. Mais si l'on commence à penser qu'il faut déshabiller Pierre pour habiller Paul, à la fin on n'habille aucun des deux.

Et voilà la crise que l'on a vécue dans le dernier Conseil européen. C'était facile à prévoir. En décembre 1997 à Luxembourg, j'avais rappelé qu'il fallait réviser le système des ressources propres et qu'il devait y avoir une liaison beaucoup plus directe avec les citoyens. Les citoyens doivent savoir ce que l'Europe leur coûte. On a calculé qu'elle coûte à chaque citoyen une tasse de café par jour. On discute désormais si ce doit être une tasse de café plus ou moins grande, mais on ne demande pas d'arriver à deux tasses de café. Et bien s'ils savaient ça, ils penseraient qu'on ne peut pas avoir une Europe idéale avec une tasse de café par jour. Leurs Etats nationaux leurs coûtent bien plus et ils n'en discutent pas. Et de cela, on doit commencer à en parler aux Européens. Leur expliquer. Ce débat est essentiel. Si l'on n'a pas de moyens financiers, il est inutile d'essayer de faire l'Europe. Ni l'Europe politique, ni l'Europe sociale.

- Troisième point que je voudrais rappeler. Pour le Mouvement Européen International, l'Europe politique est essentielle. Toutes les autres politiques sont des moyens pour y arriver. Donc, ne faisons pas trop tôt les funérailles de la Constitution, parce que malheureusement j'ai l'impression que si on ne l'a pas, je ne dis pas cette Constitution, mais une Constitution tout à fait semblable, nous n'en aurons pas. L'alternative apparente est de faire des tranches de la Constitution. Mais si l'on fait des tranches de la Constitution, on va la déséquilibrer. C'est bien de dire « maintenant on va faire seulement la politique étrangère ». « Il faut changer, il faut faire comme en 1964. En quatre ans, nous nous sommes repris du « non » français et on a trouvé le marché commun ». C'est très bien, mais si on dit « on va faire de la politique étrangère seulement » ce sera intergouvernemental. Alors certains seront très contents, mais ils ne voudront pas avoir la Charte des droits fondamentaux, parce que la Charte avait été acceptée en échange d'une certaine politique étrangère. On ne voudra pas des avancées sur la majorité qualifiée, mais on voudra peut-être avoir un peu plus de lutte anti-terroriste, qui sera bien sûr plus inefficace si on n'a pas les majorités qualifiées. Si l'on commence à prendre cette direction, c'est extrêmement dangereux. Si on commence à faire de la Constitution des morceaux alors on n'aura pas de Constitution mais surtout on aura des solutions déséquilibrées. On n'aura pas l'Europe politique. Donc, première réflexion qu'il faut faire passer à nos concitoyens : si nous voulons une Europe politique il faut essayer d'avoir une Constitution qui ressemble le plus possible à celle-là ou que ce soit celle-là arrangée comme vous voudrez. Soyons conscients que sinon on n'aura pas d'Europe politique, on n'aura pas de constitution.

Je souhaite également vous dire une autre chose. Attendez vous à deux ou quatre ans avant de reparler de Constitution. On aura un grand débat. Probablement beaucoup de réflexions, on pourra peut-être même faire une encyclopédie Larousse avec toutes les réflexions sur le futur de l'Europe, l'historique et le rôle des citoyens. D'ici trois ou quatre ans, si l'on est un peu

optimiste, la situation économique se sera améliorée. Voilà la première condition pour arranger les questions européennes.

Deuxièmement on se sera rendu compte qu'une mauvaise Europe c'est-à-dire qui fonctionne mal est beaucoup plus chère qu'une Europe qui a des améliorations comme la Constitution. Le coût de la non Europe, on le verra dans les 3 et 4 prochaines années, il faudra expliquer aux Européens que ce coût supplémentaire est lié au fait que l'on n'a pas d'institutions susceptibles de fonctionner. On devra trouver les moyens suffisants donc on devra trouver un système de financement de l'Europe et pas seulement un budget qui soit acceptable pour une large partie des Européens. On devra expliquer aux Européens que la politique agricole non seulement est la politique la plus importante de l'Union mais qu'elle est une politique sociale que l'on ne peut pas se payer le luxe d'avoir une Europe aux campagnes désertes. Parce qu'à ce moment là on sera dans une situation sociale intenable. Ce ne sont pas seulement 2% des agriculteurs : cette réflexion est mensongère, il y a des quantités d'Européens qui vivent à la campagne sinon l'Europe serait dépeuplée avec un mouvement vers la ville qui sera inacceptable. Les Français ne sont donc pas les seuls à vouloir cette politique agricole. Nombreux sont les Européens qui veulent une politique agricole, qui en ont besoin parce qu'elle est essentiellement une politique sociale. On peut corriger les restitutions à l'exportation, ou tout ce que vous voudrez, mais il faut surtout maintenir cette politique agricole.

On s'en sortira si les Européens saisissent cette occasion pour voir deux choses. D'abord l'Europe a des ennemis, elle les a toujours eu mais on s'était endormi, on pensait qu'ils n'existaient pas. On les a vu très actifs dans des campagnes très fortes. Je ne sais pas qui les a financées mais en tous cas elles se sont déroulées. Chez nous aussi, nous avons reçu beaucoup d'arguments comme chez vous : par le biais d'internet et des nouveaux outils de communication. Il faut donc utiliser ces nouveaux moyens mais il faut surtout être conscient que désormais l'Europe n'est pas un thème pour des séminaires : c'est une question politique et nous avons des ennemis politiques qui ne veulent pas de cette Union européenne. Ils veulent une Union européenne théorique, qui n'existera jamais. Car après 1964 ceux qui avaient voté contre la Communauté Européenne de Défense, à droite et à gauche, n'ont pas eu l'Europe qu'ils voulaient. C'était l'Europe de ceux qui ont perdu qui est allée de l'avant. C'est la seule qui peut aller de l'avant, c'est l'unique qui peut subsister mais c'est nous qui avons la responsabilité d'expliquer qu'elle doit aller de l'avant et qu'elle doit avancer.

Et pour cela il faut utiliser tous les moyens et le Mouvement Européen International est un de ces moyens. Il est toujours ouvert. Nous, les Européens, nous nous rendons compte combien nous dépendons les uns des autres. Le non Français nous a frappé tous comme le non espagnol vous aurait tous frappé. Il s'est répercuté sur toute l'Union européenne. On commence à se rendre compte que nous ne sommes plus seuls. Que ce que nous faisons bien ou mal va se répercuter sur tous les autres. Il faut donc tous s'aider. Le Mouvement européen est là pour ça et si je suis venu aujourd'hui, c'est essentiellement pour vous témoigner de ma solidarité. Pour vous exprimer que tous les membres du Mouvement Européen International sont avec vous, qu'ils désirent vous aider dans cette réflexion et dans ce travail pour le futur.